

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes
27 mars au 2 avril 1997



10,00 F

Faut pas charia !

COMME IL FALLAIT malheureusement s'y attendre, les taliban, ces « étudiants »-soldats islamiques, pour la plupart analphabètes, ont conquis les trois quarts de l'Afghanistan, y instaurant un ordre coranique des plus rétrogrades, à côté duquel le régime iranien des ayatollahs fait figure d'ouvert et de libéral ! Des commandements tous plus imbéciles et odieux les uns que les autres réglementent la vie quotidienne des Afghans (et surtout des Afghanes) transformant la société en une gigantesque prison des corps et des esprits. Pour s'en donner une idée et pour constater que nous n'exagérons pas, vous pourrez lire ci-dessous quelques morceaux choisis assez gratinés.

des jours meilleurs. Tapis dans les sacristies, l'infâme n'attend qu'une bonne occasion pour rétablir son hégémonie sur la société.

Un ordre moral original

Toutes proportions gardées, ce que les taliban instaurent, ce n'est jamais que leur ordre moral à eux. Et celui des autres religions n'est pas si fondamentalement différent, à commencer par la place qu'elles réservent aux femmes... Quand on y regarde de plus près, les tentatives de retour de l'ordre moral ont les mêmes préoccupations, voilà qui est curieux... Et la crise, la misère, la peur du lendemain, les détresses de tout ordre forment un terreau idéal pour

Enfin, qu'on cesse de nous bassiner avec les subtiles différences entre fondamentalistes et intégristes, qu'on arrête avec l'islam, qui serait une religion de tolérance qui n'a rien à voir avec les extrémistes, etc. En réalité, l'histoire ancienne et récente nous le montre, il en est de la place, dans n'importe quelle société, de l'islam comme de celle des autres religions, et c'est bien là le sens de notre propos, ni plus ni moins que d'un rapport de forces à instaurer dans la société, entre les laïques, libres penseurs, athées et autres tenants de la Raison contre le cléricanisme sous toutes ses formes. Suivant l'état des forces en présence, la laïcité gagne ou perd du terrain. En Afghanistan, il est certain que la laïcité avait peu de chance, mais on peut espérer que les excès des mollahs finiront par lasser les populations... Ce qui se passe à Kaboul nous rappelle amèrement que le combat contre l'oppression religieuse est loin d'être terminé dans le monde et qu'une vigilance de tous les instants est nécessaire ici même parce que les tentatives pour restaurer l'ordre moral ne manquent pas, il suffit pour s'en convaincre de lire notre journal.

Ironie dont l'histoire a le secret, ce sont les étudiants des grandes écoles de Kaboul qui, les premières, avaient manifesté contre le régime communiste...

Éric Gava. - groupe de Rouen



On pourrait nous reprocher, dans la dénonciation de ces méfaits, de forcer le trait s'agissant des religions, nous arguant que ces taliban-là sont à l'islam ce que les Khmers rouges étaient au marxisme-léninisme. N'est-ce pas plutôt la preuve qu'une religion, quelle qu'elle soit, a une tendance prononcée, dès qu'elle détient tout le pouvoir, à instaurer ses propres valeurs et uniquement celles-ci ? Et que dans ce cas, elle fait fi de la liberté de conscience pour ne pas dire de toutes les libertés !

Qu'on ne nous accuse pas de charger la barque parce que, à Kaboul, il s'agit de la religion musulmane. Nous sommes dans le même esprit quant aux autres. A commencer par celle qui pollue chez nous, la secte du Vatican. Il ne faut surtout pas oublier que cette dernière se définit toujours comme apostolique et universelle, et que si les circonstances lui font adopter un profil bas, elle espère

tous les religieux et autres sectateurs tout comme dix-huit ans de guerre ont favorisé l'émergence des taliban.

Et encore une fois, qu'on ne s'y méprenne pas. Dénoncer la situation épouvantable que subissent les femmes et les hommes d'Afghanistan ne signifie pas montrer l'islam du doigt en particulier, cet islam qui serait supposé plus retardé que les autres religions qui, elles, auraient gommé leurs excès (et leurs méfaits). Hors de question de passer en revue les mérites comparés des religions et de décerner un satisfecit à certains plus qu'à d'autres au regard d'une pseudo-modernité, sous prétexte que le Dalaï-Lama est sur Internet et qu'il y a des curés en baskets ! Non, encore une fois, ce serait confondre la forme et le fond. Ce n'est pas parce que certains évêques sont plus mondains que des ayatollahs, que la chemise de nuit orange du Dalaï-Lama est plus seyante que la soutane des curetons intégristes, qu'on met du strass et des paillettes que ça change quoi que ce soit au fond ! Le fonds de commerce de toute religion demeure et demeurera l'obscurantisme ! Tout le reste n'est qu'apparence et poudre aux yeux, image de marque et marketing !

Les commandements pour « l'interdiction du mal »

Entrées en vigueur début mars 1997, voici les directives de la présidence générale du « commandement du bien et l'interdiction du mal ». A la lecture de cette phrase effarante, on ne saurait si on devait rire ou pleurer si malheureusement ces saloperies ne s'appliquaient dans la réalité... On remarquera aussi que les femmes sont d'éternelles mineures, dépendants des hommes et par conséquent, elle est non-responsable de tous ses actes et que souvent, c'est le mari qui est puni comme ont fait payer aux parents les dégâts causés par leur progéniture...

La revue *Les Nouvelles d'Afghanistan* doit publier prochainement l'intégralité de ces décrets (1).

Pour lutter contre le danger suscité par les femmes non voilées. Interdiction aux conducteurs de tout type de véhicule de transporter des femmes non couvertes du tchadri ou portant le tchador laissant voir le visage. Sanction : emprisonnement du conducteur. Si on voit une femme mar-

cher avec le tchador, sa maison sera marquée et son mari puni.

Pour éradiquer la musique et le chant. Interdiction de détenir des cassettes et d'écouter de la musique. Sanction : si on trouve une cassette dans un magasin, on le ferme et on emprisonne le marchand. Si c'est dans une voiture, on saisit la voiture et on emprisonne son propriétaire. Si cinq personnes se portent garantes, la voiture est rendue à son propriétaire libéré.

Pour empêcher les hommes de se raser ou de se tailler la barbe. Si un homme est vu avec une barbe taillée ou rasée, il sera emprisonné jusqu'à ce qu'elle soit touffue.

Pour obliger les hommes à prier à la mosquée ou au bazar. Obligation est faite de se rendre pour les cinq prières quotidiennes à la mosquée aux heures définies et si un homme est surpris dans un magasin à une heure de prière, il sera emprisonné dix jours.

Pour éradiquer les jeux avec les pigeons et les caillies. Si les contrôleurs trouvent des pigeons ou des caillies chez les gens, ils couperont la tête des oiseaux.

Pour éliminer drogues et drogués. Fermeture des lieux de vente et empi-

sonnement ou exécution des consommateurs et des vendeurs.

Pour éliminer les cerfs-volants. Loisirs très populaire et par conséquent néfaste car il suscite les paris, les accidents mortels d'enfants et plus grave leur éloignement de l'éducation coranique ! Il faut donc fermer les ateliers de fabrication et détruire les cerfs-volants.

Pour éradiquer l'idolâtrie. Interdiction de détenir des photos. Si les contrôleurs en trouvent, ils les déchireront. Si c'est dans une voiture, elle sera immobilisée et le conducteur interdit de travail.

Pour éradiquer le jeu. Fermeture des centres de jeu et emprisonnement des tenanciers et des joueurs.

Pour éradiquer tambourins, chants et danses pendant les mariages. Arrestation et punition du chef de famille.

Pour éradiquer la confection d'habits féminins. Emprisonnement du tailleur si l'on trouve chez lui des femmes ou un catalogue de mode.

Pour éradiquer la magie. Les magiciens seront emprisonnés jusqu'à leur repentir et leurs livres seront brûlés.

(1) *Les Nouvelles d'Afghanistan*, B.P. 254, 75524 Paris cedex.

EDITORIAL

L'Ordre du Temple solaire se fait remarquer au Canada. Caricature édifiante des intégrismes de toutes obédiences (eux-mêmes signifiants de l'aliénation religieuse), ce groupe d'allumés crédules et suicidaires draine donc à nouveau son ruisseau de morts... et les journalistes de s'exclamer ! Imités en cela par les politiciards, flics et autres marchands de rêve et de pensée conforme. Bien sûr, ils ont raison de s'offusquer ; mais nous serions heureux de les voir aussi unanimes pour condamner les magouilles et autres forfaitures qui viennent édulcorer les chroniques judiciaires.

Autre lieu, autre type d'organisation, le parti socialiste français ouvre officiellement sa campagne électorale pour les législatives en flattant ses clients d'une parabole sportive (l'équipe qui ne gagne pas). Piquant trait d'esprit de la part d'un groupe qui n'a plus de socialiste que le nom - en admettant qu'il l'eût jamais mérité.

Décidément, la place est belle que la presse fait aux futurologues délirants, cette semaine.

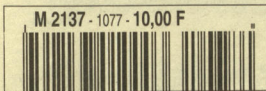
Puisqu'on en est à évoquer les délirants mystiques, sachez - si vous ignorez encore - que le totalitariste Front national organise une sauterie à Strasbourg, le week-end prochain. La Fédération anarchiste vous invite à se joindre au cortège qu'elle y organisera pour exprimer son (votre, notre) refus de l'idéologie autoritaire, raciste et discriminatoire de ces crapules nazi-fientes.

Ici comme ailleurs, l'équipe du *Monde libertaire* s'associera aux femmes et aux hommes qui se révoltent et luttent pour la liberté.

Nous en profitons pour assurer de notre soutien celles et ceux qui luttent dans les Centres hospitaliers universitaires, à la Météorologie nationale, dans les établissements scolaires et partout où des individus se rassemblent pour que, de publics, les services de deviennent pas privés... de moyens et d'humanité.

Quittons-nous sur une bonne nouvelle ; depuis janvier dernier, vous pouvez - et vous pouvez continuer à le faire - lire le *Monde libertaire* sur l'Internet (<http://www.mintelorama.com/~alain>) ; maintenant, c'est la Fédération anarchiste qui vous donne rendez-vous sur la toile d'araignée avec son nouveau site : <http://www.altern.org/fa>.

ISSN 0026-9433 - N° 1077



F'P 2520

Touche pas ma petite entreprise !

L'ARRÊT RENDU LE 6 FÉVRIER par la cour de cassation restreignant le champ des abus de biens sociaux vient, par la polémique qu'il a suscitée, de populariser un nouveau sigle, l'ABS. Jusque-là, la grande public ne connaissait que son homonyme, à savoir le système de freins en matière automobile vanté comme le top de la sécurité. C'est bien en tout cas de la sécurité de l'entreprise qu'il s'agit ici, le patronat n'ayant pas hésité à faire part de sa « divine surprise » au vu de cet arrêt.

De quoi s'agit-il ? D'un arrêt en fait à double détente, l'arrêt Kis faisant partie d'un tout, l'arrêt Noir-Botton. Noir est un politicien, ex-maire RPR de Lyon, ex-ministre, qui gérait sa carrière politique grâce aux fonds qui lui étaient fournis par son genre, Botton, lequel siphonnait tout simplement les comptes de ses sociétés. Botton fut donc poursuivi pour abus de biens sociaux et Noir pour recel.

Le mauvais « ABS »

Prévu par l'article 437 de la loi de 1966 sur les sociétés, l'ABS vise « les gérants qui, de mauvaise foi, auront fait du bien ou du crédit de la société un usage qu'ils savent contraire à l'intérêt de celle-ci, à des fins personnelles ou pour favoriser une autre société ou entreprise dans laquelle ils étaient intéressés directement ou indirectement. »

Le recel, lui, consiste dans le fait de « dissimuler, de détenir ou de transmettre le produit d'une infraction » (articles 321-1 et 2 du Code pénal). C'est un délit de conséquence qui dépend de l'infraction d'origine: il n'y a pas de recel sans voleur.

Dans le cas d'espèce, Noir s'était pourvu en cassation après avoir été condamné par la cour d'appel de Lyon à dix-huit mois de prison avec sursis, 200 000 F d'amende et cinq ans d'interdiction de droit de vote et d'éligibilité pour « recel d'abus de biens sociaux ». Sachant que la Cour de cassation ne juge qu'en droit le pourvoi était axé sur la méconnaissance par la cour d'appel du délai de prescription. Il faut savoir en effet que le droit français prévoit un système de prescription, sorte de pardon légal, qui n'existe pas en droit anglo-saxon par exemple, et qui est d'un an pour les contraventions, trois ans pour les délits et dix ans pour les crimes. Normalement, le délai qui fait courir la prescription part du jour où cette infraction a été commise. Le hic avec le délit d'abus de biens sociaux, c'est qu'il est par nature une infraction cachée puisque l'auteur dissimule son détournement. Aussi la Cour de cassation a-t-elle estimé que le point de départ de la prescription devait être fixé « au jour où le délit est apparu et a pu être constaté dans des conditions permettant l'exercice de l'action publique ». La commission des faits remontait ici aux années

1983-1989 mais ils ne sont « apparus » que le 18 juin 1992. La mise en examen de Noir datant du 29 mars 1993, moins de trois ans se sont écoulés; la prescription n'étant pas acquise, le pourvoi de Noir a donc été rejeté.

Le bon « ABS »

Mais procès dans le procès, la Cour de cassation était également saisie d'un pourvoi formé par Cranianski, le Pdg

Une telle décision est conforme à l'intense lobbying pratiqué par le patronat depuis plusieurs mois. Déclaration le 13 juillet 1996 du président de la commission juridique du CNPF, par ailleurs secrétaire général d'Alcatel-Alsthom : « Que la chose choque ou non, il y a des cas où il peut être de l'intérêt de l'entreprise d'accomplir un acte illicite. »

Extrait du Bulletin de la Chambre de commerce de Paris du 17 septembre

pour prouver la corruption, il faut démontrer l'existence de l'accord, ce qui est malaisé puisqu'il est occulte; il faut prouver que cet accord est antérieur à l'obtention de l'acte, ce qui impose d'en définir la chronologie; et il faut matérialiser les contreparties ce qui n'est pas facile lorsqu'il s'agit d'enveloppes d'argent liquide ou de versements de comptes à l'étranger souvent par le biais de sociétés écrans. » Mission donc quasi impossible. Même si elle avait été démontrée dans le cas



Autorisation de prélèvements

80 F par trimestre abonnement normal
 100 F par trimestre abonnement de soutien

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR N° 42 25 73	ORGANISME CRÉANCIER PUBLICO — LE MONDE LIBERTAIRE 145, rue Amelot 75011 Paris
---------------------------------------	---

TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER (lettres capitales)

NOM _____ Prénom _____
N° _____ Rue _____
Code postal _____ Localité _____

NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT DU COMPTE À DÉBITER (votre banque, ccp ou Caisse d'épargne)

Date _____
Signature obligatoire _____

IMPORTANT: merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal à votre autorisation. Il y en a un dans votre chéquier.

DESIGNATION DU COMPTE À DÉBITER

Code	Code	Code	N° de compte
Établ.	Code	Guichet	

le monde libertaire Rédaction-Administration: 145, rue Amelot 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 Fax: 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien: 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé: tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)
Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays A partir du n° (inclus).
Chèque postal Chèque bancaire
Virement postal (compte: CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

de Kis, condamné lui aussi par la cour d'appel de Lyon pour abus de biens sociaux. Il était poursuivi pour avoir remis à Botton 760 000 F en échange de deux fausses factures avec pour contrepartie une intervention de ce dernier auprès de son beau-père, Noir, alors ministre du Commerce extérieur, à propos d'une dette fiscale de 15 millions de francs qui sera ramenée effectivement à 5 millions de francs (gain « net »: 9 240 000 F). Or, pour la Cour de cassation, s'il y a bien mauvaise foi et fausses factures, il n'est pas démontré que Cranianski n'a pas agi dans l'intérêt de Kis. Au contraire même puisque les pots-de-vin versés ont eu pour effet de minorer substantiellement la dette de Kis envers le Trésor public. Exit l'abus de biens sociaux!

1996: « Le fait pour un dirigeant d'accepter de verser des commissions pour obtenir l'attribution d'un important marché n'est pas contraire à l'intérêt social. Le but poursuivi est bien au contraire de permettre le développement de la société. »

Et l'intérêt de l'entreprise, c'est bien connu, concerne non seulement l'employeur mais également les employés! Commentant la décision de la Cour de cassation, Mazaud, président RPR de la commission des lois à l'Assemblée nationale, n'hésite pas à sursumer: « Dans une période de sous-emploi, est-il contraire aux intérêts d'une société de surenchériser pour maintenir ses emplois et continuer à verser des dividendes à ses actionnaires? » Écrasons une larme devant tant de sollicitude patronale envers la classe laborieuse... Pour en revenir à Cranianski, la Cour de cassation a estimé que la cour d'appel avait donné une interprétation trop large à l'ABS qui équivalait à un détournement de la loi. Il aurait fallu poursuivre sur la base du délit de corruption, prévu par les articles 432.11 et 433.1 du Code pénal. Mais comme le rappelait le juge Courtoye qui a instruit l'affaire: « Pour

d'espèce, la prescription de trois ans était acquise, les faits remontant ici à 1987.

Devant le tollé soulevé par la décision rendue, le président en personne de la Chambre criminelle de la Cour de cassation qui a rendu la décision, Le Gunehec, est alors venu déclarer d'un ton faussement patelin dans *Libération* de ce 13 février: « Je ne comprends pas pourquoi jamais une cour d'appel n'a affirmé que la prescription de délit de corruption commence à courir du jour où ce délit est découvert, comme c'est le cas pour l'abus de biens sociaux. » Grimace des avocats d'affaires qui avaient cru triompher trop tôt...

Le feuilleton n'est donc pas terminé. L'affaire va être rejuguée par une nouvelle cour d'appel qui peut « résister », auquel cas la Cour de cassation statuera de nouveau toutes chambres réunies. Il est en effet fâcheux pour l'image de marque de la justice qu'un prévenu puisse être disculpé d'un abus de biens sociaux en invoquant sa propre corruption!

Qu'en conclure sinon que la règle de droit apparaît comme éminemment flexible et son application le reflet du rapport de force social du moment.

Abélard

Moulins-Yzeure, la prison du non-espoir

Invité par les prisonniers de la Maison Centrale de Moulins-Yzeure, Jacques Lesage de La Haye répond aux questions de Ras-Les-Murs (Radio libertaire). Voici la fin de l'entretien dont la première partie a paru la semaine dernière.

Ras-Les-Murs : T'ont-ils parlé d'une plate-forme de revendications globale ou spécifique à Moulins-Yzeure ?

Jacques : Ils se considèrent très isolés. Ils sont dans une impasse. C'est un cul de basse fosse et, pour eux, il est clair que la revendication immédiate, le minimum d'oxygène, la survie, c'est d'avantage de remises de peine, en particulier, les remises de peine supplémentaires.

Vouloir leur couper cela, c'est couper l'oxygène, provoquer l'agonie ou l'explosion. Sans doute est-ce un petit peu spécifique, puisqu'à Moulins-Yzeure, c'est plus dur et que l'on risque de faire des peines plus longues que partout ailleurs.

Ils regrettent tous qu'il n'y ait pas assez de plates-formes de revendications globales pour la transformation de la situation carcérale nationale. Mais ils précisent aussi que chaque prison a ses spécificités et qu'eux, en tout cas, sont tellement accablés à la survie qu'ils ne peuvent pas faire autrement que de revendiquer cela en priorité.

Les autres revendications peuvent venir après, mais ils ont l'air d'être bien dans la dérision par rapport à ça et aussi dans le fait qu'ils ne croient pas tellement à toutes ces revendications trop globalistes. Selon eux, c'est une revendication précise et une graduation des moyens de lutte. On commence doucement et on monte progressivement jusqu'à l'obtention d'une réponse.

Et, dans ce sens-là, ils ont l'impression que les plates-formes de revendications globales sont des plates-formes qui finissent par noyer le poisson et n'obtiennent aucun résultat, parce qu'elles sont trop vagues. Il leur paraît donc qu'il vaut mieux une revendication spécifique qui, par des moyens de plus en plus précis et ciblés, peut obtenir un résultat.

R-L-M : Ont-ils des contacts avec d'autres détenus pour éventuelle-

ment former des groupes de lutte à travers la France ?

J. : Cela ne semble pas se faire, sauf pour quelques-uns individuellement, mais, ce qui est assez étonnant, c'est qu'ils ont beaucoup insisté sur le fait qu'il n'y avait pas de censure. Il y en un qui reçoit *Drapeau noir* !

Ils ont vraiment la possibilité de correspondre avec beaucoup de monde. Mais, malgré tout, j'ai eu l'impression qu'ils sont complètement isolés, non seulement par la situation locale et géographique de Moulins-Yzeure, mais aussi par le fait qu'ils sont dans une impasse.

D'après ce qu'ils disent, la censure est pratiquement inexistante. Cela est sans doute dû au fait que la prison est tellement dissuasive et bien faite pour empêcher toute évasion que l'administration peut se permettre de ne pas censurer. C'est une soupape de sécurité, mais c'est, en fait, plus que cela.

Ça peut leur donner des possibilités de contacts avec l'extérieur ou, éventuellement, pourquoi pas, avec d'autres prisonniers, s'ils veulent poursuivre le débat. Mais ils n'ont pas l'air jusqu'à ce jour d'être vraiment inscrits dans ce débat dont nous sommes le carrefour, puisque ils ont été étonnés de voir qu'il existait. Ils ont demandé quelle en était la teneur.

Ils sont à l'isolement de deux façons, une fois, d'abord parce que la centrale de Moulins-Yzeure est un véritable quartier d'isolement et, ensuite, parce que, géographiquement, c'est quand même un lieu complètement isolé du reste des établissements pénitentiaires.

R-L-M : Que pensent-ils du mouvement des sans-papiers et de cette importante mobilisation ?

J. : Il se sentent concernés, ils sont intéressés, car ils sont attentifs à tout. Ils sont vraiment politisés. Et on a le sentiment qu'ils sont en permanence attentifs à toutes les luttes sociales. Mais, s'ils en sont soli-

itaires. Celui-là heureusement est parti. Mais ils ont le même problème, au niveau des soins dentaires. Ils sont enrégés par rapport à ce dentiste qui ne prend aucune mesure d'hygiène. C'est un gars séropositif qui en a fait la remarque, considérant que c'était quand même insensé que l'administration tolère un dentiste qui pratique des soins au rabais.

J'ai noté aussi qu'ils étaient assez surpris qu'une psychologue, qui fait partie d'une association qui se lance, pour la prise en charge de la réinsertion à Moulins-Yzeure, ne soit pas présente dans ces débats. Pour eux, de telles personnes, ne fonctionnent pas en réalité pour les détenus, mais à la solde de la pénitencier. Dans l'ensemble, ils ne sont pas très satisfaits de la prise en charge médicale et psychologique.

R-L-M : Font-ils la critique de la télévision, comme certains détenus en région parisienne, ou sont-ils accros ?

J. : Ils sont plutôt accros. Ils la regardent énormément. Cela fait partie de leurs outils d'information et également d'évasion. C'est vrai que l'écriture, la musique, la lecture, la télé sont regardés par eux comme des moyens de fuite. Ils le disent très clairement. Donc, ils sont hyper-informés. Ils se distraient au maximum. Mais, pour beaucoup, ils essaient d'accumuler des moyens de dérivation par rapport à leur souffrance, que ce soit par le sport, la télé, la lecture, l'écriture, des activités de toutes sortes, voire le travail, mais ils le font avec beaucoup de sarcasme et d'amertume.

R-L-M : Pour les problèmes de santé, comment cela se passe-t-il ?

J. : En fait, c'est un peu comme partout ailleurs. Il y a une insuffisance particulière, au niveau médical. Ils ont eu le sentiment d'être assez méprisés par le médecin. Il y a donc un problème avec lui, qui était vraiment le complice d'une administration répressive.

Il les prenait de très haut. C'en était une caricature du médecin pénitencier.

■ **Le groupe Michel Bakounine** tient une table de presse et vend le Monde libertaire chaque premier dimanche du mois sur le marché de La Pallice (près du marché couvert) à La Rochelle.

■ **Le groupe de Toulouse de la Fédération anarchiste** tient une permanence en son local chaque mercredi et jeudi de 18 à 20 heures. Athénée Albert Camus, 36, rue Cugnaux.

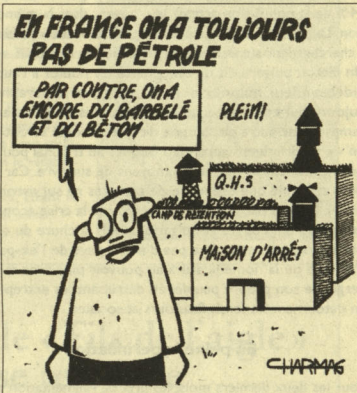
■ **Pour contacter le groupe d'Evreux**, écrire à : CEREL, B.P. 263, 27002 Evreux cedex.

■ **L'Anarcho n° 7**, publication de l'association libertaire de Nice est paru, avec un dossier « Anarchisme et végétarisme ». c/o ADCL, B.P. 4171, 06303 Nice cedex 4. Son prix est libre !

ceux qui avaient la position du dialogue et que, par conséquent, il y a un risque qu'ils prennent des moyens de revendications plus dures. L'attitude complètement méprisante de Toubon pourrait les emmener dans une escalade dans les revendications et les moyens de lutte.

R-L-M : Vont-ils faire un courrier à Jacques Toubon pour exprimer leur mécontentement ?

J. : Pour l'instant, ils en sont au débat, car ils avaient deux positions. L'une a prévalu. Ils vont être bien obligés de monter la pression et d'arriver à quelque chose de plus radical. Ils considèrent inadmissible qu'en plus d'avoir une prison plus



R-L-M : Quels sentiments as-tu éprouvés, en entrant à Moulins-Yzeure ?

J. : Cela a été un choc violent. J'ai vu des hommes qui sont d'autres moi-même, c'est-à-dire, en quelque sorte, des frères en train de se détruire lente-

ment, même s'ils se battent comme des enrégés et ont montré une pulsion de vie et un instinct de survie merveilleux. J'ai eu quelques moments très forts avec plusieurs d'entre eux, comme Gaby Mouesca ou Etchevarria. Ils m'ont justement posé la question : « Qu'est-ce que cela te fait ? ». Je leur ai dit : « Je suis entièrement solidaire de vous. Si je suis là aujourd'hui et si je suis en lutte, c'est parce que j'ai fait un parcours carcéral comme vous. C'est assez dur pour moi de me retrouver ici, mais je resterais présent à vos côtés. »

« C'est vrai que de vous voir, en même temps, cela me fait du bien et me donne du courage, car je suis heureux de voir que, dans un étalement comme celui-là, il y a des types qui pensent autant, qui débattent autant, qui réfléchissent, qui arrivent, comme dit Farid : « a des positions consensuelles. »

« C'est dur à encaisser, parce que, quelque part, c'est un bref séjour en prison qui fait suite aux autres. Mais, aussi, c'est réconfortant, car je retrouve l'espoir dans la solidarité, la prise de conscience politique, la réflexion sur les luttes, l'engagement à l'intérieur pour vous et à l'extérieur pour nous. La coordination est possible et pourrait faire changer les choses. »

Je pense que ce qu'ils attendent, en particulier, c'est que Jacques Toubon entende bien qu'ils avaient prévu une revendication plus dure et que c'est la position des modérés qui a été retenue. Il apparaît que l'attitude provocatrice de Toubon a été, en quelque sorte, une sanction pour

dure, ils doivent effectuer des peines plus longues. Ils ont bien dit : « On ne demande rien de plus, rien de moins que les autres, le même régime. Par conséquent, ce que l'on demande, c'est qu'un effort soit fait par rapport aux RPS. Sinon... »

R-L-M : En conclusion...

J. : Je trouve inimaginable que, dans une démocratie comme la nôtre, on ose mettre en place de tels systèmes d'élimination pour des hommes qui ont commis des infractions à la loi. Je ne pense pas que concentrer des individus comme cela et les mettre dans une telle charge de désespoir soit intelligent, ni dans l'intérêt des individus ni dans celui de la société. Je ne crois pas non plus que les projets du gouvernement, à savoir, de petites centrales sécuritaires, avec 80 détenus, soient une réponse à la question posée.

J'ai le sentiment que ce qui pourrait faire avancer les choses, c'est qu'une société humaine offre à des personnes, aussi, c'est réconfortant, car je retrouve l'espoir dans la solidarité, la prise de conscience politique, la réflexion sur les luttes, l'engagement à l'intérieur pour vous et à l'extérieur pour nous. La coordination est possible et pourrait faire changer les choses. »

Je pense que ce qu'ils attendent, en particulier, c'est que Jacques Toubon entende bien qu'ils avaient prévu une revendication plus dure et que c'est la position des modérés qui a été retenue. Il apparaît que l'attitude provocatrice de Toubon a été, en quelque sorte, une sanction pour

En bref

■ Une exposition consacrée à « Paul Signac et la libération de la couleur » est présentée au Musée de Grenoble, 5, place de Lavalette jusqu'au 24 mai.

■ Exposition sur le thème « Les anarchistes et l'armée, l'objection de conscience en liquidation » au local anarchiste de Rennes, 9, rue Malakoff jusqu'au 29 mars.

■ On peut contacter le groupe libertaire aubois à GREL, B.P. 4070, 10014 Troyes cedex.

■ Le groupe Sabaté de Rennes tient une table de presse chaque lundi de 12 h 30 à 14 heures dans le hall B de l'université de Rennes II Villejean.

dans le monde

La Bulgarie vue de l'intérieur

COMME À LA FIN DE CHAQUE mois, Sofia se réveille avec des PTT assiégés par des foules de personnes âgées. La tête baissée, les filets vides à la main, des retraités font impatiemment la queue pour toucher leurs 4 000 à 6 000 leva (7 à 11 francs) qui doivent leur permettre de survivre pour les trente jours qui viennent. Ce jour-là, beaucoup d'entre eux en ont laissé d'autres fouiller dans les poubelles de la grande ville, sachant qu'il n'y a pas grand-chose à y trouver.

« C'est honteux d'avoir ce rien du tout à notre âge », dit Maria qui a travaillé comme infirmière toute sa vie. « On n'a jamais cru que nous finirions nos jours dans une telle misère. » Elle a raison, car sa retraite lui permettra à peine de couvrir les frais de chauffage et d'électricité de son studio dans les banlieues de Mladost. Et puis il faut encore assurer la bouffe dans les limites de l'existence, Maria a oublié le goût de la viande mais, pis encore, elle n'a même pas de quoi se procurer les produits les plus élémentaires de la nourriture traditionnelle bulgare, comme le fromage ou le lait caillé. N'ayant pas les moyens de le payer, beaucoup de personnes âgées ont coupé le chauffage central (à la demande de l'administration), choisissant le froid à la faim.

Les 600 000 chômeurs (7% de toute la population, et presque 14% de la population active) se trouvent dans la même situation. La pauvreté et la misère ont poussé beaucoup de monde à chercher leur survie dans les poubelles de la rue.

Un dicton bulgare dit qu'on compte les poules à l'automne. Fidèles à leur humour noir, les Bulgares le paraphrasent aujourd'hui en disant « qu'on compte les Bulgares au printemps ». Une autre plaisanterie dit que ceux qui seront encore en vie au printemps seront convoqués au tribunal pour expliquer comment ils ont eu les moyens de survivre. Car on sait dès l'automne que beaucoup de retraités ne survivront pas à l'hiver. Ils sont parmi les plus touchés par la crise économique et sociale qui couvre la Bulgarie depuis la chute du communisme totalitaire. Il n'y a pas d'autre pays de l'ex-pacte de Varsovie où la nomenklatura au pouvoir pille avec moins de vergogne son propre peuple, en détruisant les entreprises et en détournant les fonds financiers et sociaux.

En peine hyperinflation

Pour les deux derniers mois, les prix de l'alimentation de première nécessité ont augmenté de 40%, les combustibles et l'énergie de presque 60% et la seule monnaie nationale, le lev (« lion »), a chuté cinq fois par rapport au dollar américain. En revanche, les revenus des Bulgares n'arrêtaient pas de diminuer. Même (depuis le début de 1997) du citoyen ordinaire.

Selon les derniers calculs, 61 000 leva (112 F) étaient nécessaires pour assurer l'existence modeste d'une personne en novembre dernier, contre 20 656 au mois de septembre 1996. Cependant, le salaire moyen est à peine de 25 000 leva (46 F). Pour les derniers mois, la consommation de pain a baissé de 12,9%, celle de la viande de 40%, celle de fromage de 32%, tandis que l'inflation pour l'année 1996 dépassait les 300%.

Depuis deux ans, la population vit dans la peur de perdre ses dernières épargnes. L'expérience amère faite avec des sociétés financières fantômes de structure pyramidale rend les gens très méfiants. Des milliards de leva ont été détournés par des bandits en cols blancs qui promettaient des taux d'intérêt de 70%. L'affaire a provoqué une forte agitation, mais pour le moment il n'y a qu'un seul malfaiteur financier au parquet. Le gouvernement, étroitement impliqué dans ces affaires, ne prend pas les mesures adéquates : il fait même la morale aux gens en les accusant d'avoir mis leur argent dans des structures suspectes au lieu d'épargner dans les banques légales (un peu trop légales pour un pays comme la Bulgarie).

Aujourd'hui, l'histoire se répète après le déclenchement d'une série de faillites, notamment dans ces banques légales, gérées dans leur totalité par les « camarades » de la nouvelle élite.

L'écroulement d'un faux système bancaire

L'affaire a débuté avec la mise sous surveillance de la première banque privée, l'un des symboles de l'initiative privée après la chute de l'ancien régime. Cette banque a réussi à concentrer énormément de fonds grâce à ses campagnes publicitaires qui ont envahi les médias. Dans le même temps, elle octroyait des crédits irrécupérables à des créanciers présentant de fausses garanties ou des business-plans fantasmagoriques.

Aujourd'hui, on le sait, les crédits avaient été octroyés sous la haute pression politique de personnages liés au pouvoir. Le déficit de la banque avait été gardé secret grâce au refinancement régulier de la banque centrale, toujours sous une pression politique gouvernementale. Ce schéma s'est reproduit jusqu'au moment où le gouvernement et la banque centrale

(cette fois sous la pression du FMI et de la mauvaise conjoncture économique) se sont vus obligés de mettre sous surveillance quatorze banques ainsi que d'autres entreprises déficitaires sous licence. Il faut souligner qu'une de ces institutions de refinancement des entreprises déficitaires et des créanciers litigieux avait été la caisse d'épargne d'État. C'est-à-dire que le citoyen, petit épargnant, a été pillé par l'État et ses dirigeants. Au moment où a éclaté le scandale, plutôt que de renverser le gouvernement, les gens se sont précipités pour retirer leur épargne et les convertir en dollars ou en marks dans les bureaux de change (y perdant cette fois-ci par le jeu des taux de change spéculatifs). En comprenant l'impossibilité de trouver la sécurité pour leurs épargnes, menacés par les mauvais crédits, l'inflation et la mauvaise gestion financière, les gens mettent leur argent sous leur matelas, à la merci des voleurs qui n'hésitent pas à pénétrer dans les habitations.



Au moment où l'État n'est pas à même de payer ses dettes intérieures et extérieures, une drôle de campagne publicitaire a invité la population à investir dans les titres d'État : « L'État ne peut jamais fermer la boutique ». A la fin de l'année dernière, les dépôts dans les banques bulgares égalaient un montant de 360 milliards de leva (un peu plus de 2 milliards de dollars) dont plus de 80% proviennent de la population. Les trésors étant vides, les dépôts de la population sont déjà bloqués par des crédits non récupérables à 90%. Les journaux ont publié des données d'Interpol et de la presse internationale qui affirment que d'anciens chefs de banques bulgares mises en faillite se promènent en liberté à Miami, en Californie, à Johannesburg, à Chypre, ou ailleurs. On a eu connaissance de cas où ces banquiers avaient octroyé des crédits à des sociétés privées ou publiques de l'ancienne nomenklatura, parfaitement conscients de leur mauvaise solvabilité. Le système bancaire dans la « période de transition post-communiste » n'était que l'instrument le plus puissant et efficace aux mains de la nouvelle mafia pour le détournement de fonds et le pillage de la population.

La révolte des affamés

Dès le début de cette année, des manifestations de protestation se sont déroulées chaque jour dans la capitale, Sofia. Le 10 janvier 1997, au Parlement bulgare, une bataille acharnée s'engage entre l'opposition de droite et la majorité « de gauche ». Les gouvernants ne veulent pas signer la déclaration de l'opposition qui reconnaît officiellement que le pays est dans un état catastrophique et que la culpabilité de cette crise revient au parti au pouvoir, au gouvernement socialiste. Les débats sont diffusés sur les radios nationales et privées.

Vers 10 heures du matin, des citoyens de toute la capitale s'entassent tout autour de l'édifice du Parlement, isolé par des barrages de police, et protestent contre le gouvernement de Jean Videnov, aux cris de « A bas le gouvernement », « BSP est une mafia », « Les coupables au parquet », « Allez vous-en bandits ! », etc. Vers midi, la place autour du Parlement est complètement inondée par la foule qui veut attaquer le Parlement et molester les députés de gauche, qui ont déjà peur de l'amour du peuple.

L'ex-ministre de l'Intérieur, député de la gauche, saoul et énervé, décide de s'en aller sans tenir compte de la situation devant le Parlement. Protégé par ses gardes, il quitte l'édifice, ce qui provoque la rage des gens qui lui lancent des boules de neige et des pierres. Les gardes répliquent en matraquant la foule, ce qui déclenche l'attaque des barrages. Bientôt le peuple pénètre à l'intérieur du Parlement. Une bataille s'engage au niveau du portail central où des grenades lacrymogènes sont jetées.

Les députés de droite quittent le Parlement, se mêlent aux manifestants et tentent sans succès de contrôler leur activité, tandis que les députés de gauche, bloqués à l'intérieur, lisent leur dernière prière.

Le Parlement reste assiégé jusqu'au soir, jusqu'au moment où beaucoup de protestataires décident de rentrer chez eux. A ce moment là, les services de répression essaient de faire sortir les députés de gauche. Les manifestants qui restent se portent à leur hauteur. Les gendarmes les attaquent et les matraquent cruellement pendant deux heures. Plus de 300 blessés cherchent secours aux urgences.

A la suite de ces événements, des manifestations quotidiennes s'engagent dans tout le pays, des barricades surgissent dans les rues. Les étudiants, en dehors de tout contrôle des partis politiques, protestent de manière décisive et originale en organisant des spectacles satiriques contre la politique des gouvernants.

Après trente jours de protestation, le parti socialiste abdique et met en place des élections anticipées.

Où en est-on aujourd'hui?

On aurait cru qu'une révolution s'engageait dans le pays. Malheureusement non. Le 10 janvier, les événements sortaient de tout contrôle de l'opposition. Elle aussi avait peur de ce qui pouvait se passer. C'est pourquoi ses leaders se sont mis à la tête de la protestation et ont commencé à la contrôler en commençant des pourparlers avec le parti au pouvoir. Il était évident que le FMI n'octroierait pas de crédits de stabilisation aux « rouges » qui ne roulent que pour eux-mêmes. Car le FMI a besoin de récupérer « son argent » et de transformer la Bulgarie en fabrique à bon marché et en carrefour vers les marchés de l'Asie centrale. Au début, il comptait sur ses marionnettes du BSP, aujourd'hui sur celles de l'opposition.

Le problème est que le peuple bulgare ne voit pas d'autre perspective sociale que celle dessinée par une économie de marché de type occidental. Toute idée « gauchiste » est aujourd'hui organisationnellement désagréable et étrangère aux gens qui la relie aux années du socialisme autoritaire ou au gouvernement socialiste mafieux d'aujourd'hui.

Il leur faudra d'abord goûter à la soupe servie par la FMI et la politique de droite pour qu'une nouvelle conscience sans illusions s'engage vraiment. Le plus important, c'est que les gens n'ont plus peur de protester et se déclarent prêts à défendre leurs droits sociaux. Ils auront l'occasion de le faire de nouveau.

Secrétariat de la Fédération anarchiste bulgare



L'Albanie en route vers l'anarchie ?

L'ANARCHIE ALBANAISE !... Anarchie à Tirana !... L'anarchie qui vient !... Depuis quelques jours, les médias vendent de l'anarchie à la une ou dans leurs pages internationales pour annoncer la toute prochaine apocalypse en Albanie. Au-delà de cette surenchère catastrophiste qui suscite fantasmes et craintes (1) chez le lecteur (et donc fait vendre) la situation en Albanie mérite, de la part des anarchistes, ce qui semble le minimum : l'intérêt et la volonté de comprendre.

Qui tire les ficelles ?

Peut-on croire que la ruine d'éparagnants victimes d'un escroquerie soit la seule cause d'une révolte de cette ampleur ? Si elle déclencha une colère justifiée, elle réveilla aussi et surtout un sentiment d'injustice chez tout un peuple étouffé et réprimé par un pouvoir particulièrement autoritaire (et soutenu par des partis politiques européens, dont le RPR en France). Ce sentiment d'injustice et ce désir de justice sont ceux d'un peuple qui après avoir subi la dictature du parti unique, connaît aujourd'hui la dictature de l'économie de marché. Souvent, pour parler d'un pays qui s'ouvre à l'économie de marché, les journalistes ne manquent pas de mots élogieux. Ainsi, pour illustrer la transition de l'Albanie, du marxisme-léninisme au capitalisme, on utilisa le

terme de « miracle albanais ». Miracle pour l'économie, mais « appauvrissement accéléré de la population, production industrielle en chute libre, aggravation du déficit, délabrement des infrastructures dû aux restrictions budgétaires drastiques » (2)... Voilà, plus probablement, les causes de la révolte. Et la revendication de justice et de liberté, la réponse de nombre d'Albanais.

Et nous avons découvert certaines réalités de cette révolte : le pillage des magasins et entrepôts, des gardiens de prison ouvrant les cellules, des militaires faisant de même avec les portes des armureries, et... le peuple en armes face à un pouvoir inexistant et à une classe politique en désarroi n'ayant d'autre alternative que de demander unanimement une intervention militaire de l'Europe.

Une telle situation ne peut évidemment que réveiller le soutien naturel et viscéral chez les anarchistes, pour ceux qui entrent en rébellion contre l'injustice. Il y a aussi les questions sans réelles réponses, du moins pour l'heure.

Ce mouvement est-il spontané ? Y a-t-il des leaders ? Qui sont-ils ? Quels est le rôle exact des militaires ? De la mafia ? Qui va réussir à s'emparer de la direction du mouvement ? Cette dernière question sonne déjà comme une défaite, car celui ou ceux qui seront à la tête de cette révolte seront les maîtres de demain. Des maîtres qui seront obli-

gés de répondre à certaines exigences exprimées par le peuple. Mais d'autres questions nous viennent aussi et ouvrent les portes de l'utopie et de la révolution.

Ce mouvement est-il autonome ? Saura-t-il trouver son autonomie ? Et si ce que rapporte *Le Monde* (3) concernant la population de Sarandra, qui a destitué son maire pour le remplacer par un conseil municipal autonome, n'était pas un fait isolé ? Et si des exemples venaient confirmer qu'on assiste ici et là à une forme d'auto-organisation ? Et si ce qui est une rébellion avec des objectifs limités se découvrait une prétention révolutionnaire ?

Se moque-t-on de nous ?

Et si... Car l'information que nous livrent les médias ne peut que nous inviter à la prudence ou à de hasardeuses spéculations. Pourquoi les médias ont-ils fait progressivement disparaître les images du peuple en armes pour les remplacer par les images de mafieux en armes ? Ne serait-ce pas pour masquer une réalité et préparer l'opinion à une intervention militaire extérieure ou à une répression interne ?

Il faut aussi relativiser l'annonce de l'affrontement, sur le modèle du conflit en ex-Yougoslavie, entre les Guégués du Nord et les Tosques du Sud alors que jusqu'à ce jour, c'est un but commun qui rassemble les gens du Sud et du Nord. Prudence

enfin, parce que nous avons déjà vu les médias être utilisés au cours d'un coup d'État, comme en Roumanie. N'oublions pas que si nous avons cru à la « révolution roumaine », c'est que, au-delà de la manipulation médiatique, nous avons voulu y croire ! D'où la nécessité de comprendre et d'agir en tentant d'échapper aux manipulations médiatiques, mais aussi de ne pas perdre nos désirs pour des réalités. S'il nous est impossible, évidemment, de savoir aujourd'hui quel sera le devenir de ces événements, il faut, bien au-delà de la nécessaire et légitime volonté de comprendre, nous tenir prêts à répondre au devoir de solidarité internationale, qu'exigera peut-être l'évolution prochaine de la situation.

Laurent
groupe Elisée Reclus

(1) Encore une fois nous assistons à l'amalgame anarchie-chaos. Et si parfois on parle de l'anarchie comme d'une absence d'État, ce n'est que pour souligner la nécessité de l'État et le rétablissement de l'ordre.

(2) *L'Humanité*, du 17 mars, citant le Nouveau bilan économique et social.

(3) *Le Monde*, du 6 mars 1997.

On peut en rire...

On sait d'Enver Hoxha qu'il fut un dictateur communiste. Comme les autres, il a beaucoup écrit... Comme d'autres se croient immortels, lui s'est cru collectivement immortel. Qu'on en juge : « La République populaire d'Albanie, notre peuple, notre Parti du travail sont des amis fidèles, des amis et des compagnons affectueux, des alliés invincibles de la République populaire de Chine, du peuple chinois frère et du glorieux parti communiste chinois de Mao Tsé-toung. Nous sommes liés à jamais par le marxisme-léninisme, nous sommes liés par nos voies communes dans l'édification du socialisme, nous sommes liés par notre lutte contre nos ennemis communs, nous sommes liés par les mêmes tâches dans l'esprit de l'internationalisme prolétarien. »

La langue de bois, quant à elle, semble immortelle.

Le Furet

ALBANIE

Quand le « Fils de l'aigle » se retourne

A un moment où l'histoire bégaye dans les Balkans, il est intéressant d'examiner, même très rapidement, comment se forma l'État albanais au début du XX^e siècle.

Elisée Reclus, en 1875, comptait 1 400 000 Albanais : 600 000 Guegues au Nord, aux deux tiers musulmans, catholiques romains pour l'autre tiers ; 800 000 Tosques au Sud, musulmans pour les trois quarts, orthodoxes pour le reste. Depuis la conquête ottomane au XV^e siècle le grand problème des colonisateurs turcs avait toujours été l'administration de régions mal équipées en voies de communication, où les habitants accueillaient volontiers les représentants du sultan à coups d'arquebuses, nerveusement entretenues pour la traditionnelle vendetta. Dans la phase du dépeçage de l'Empire ottoman qui précéda la Première Guerre mondiale, les tribus montagnardes du Kosovo prirent les armes en avril 1912. Le mouvement s'étendit rapidement durant l'été, tandis que les intellectuels nationalistes plaidaient la cause indépendantiste auprès des grandes puissances. Une assemblée nationale multi-confessionnelle proclama l'indépendance en novembre, mais les chancelleries occidentales firent la sourde oreille, la majeure partie du territoire étant occupée par des armées étrangères, suite aux opérations de la première guerre balkanique contre les Turcs. Mais une fois le partage effectué, il fallut enfin régler cette « question albanaise ». L'Autriche-Hongrie et l'Italie étaient favorables à un protectorat sous leur influence, tandis que la France et la Russie – soutien des Serbes – voyaient justement là une pure opération autrichienne. Les « experts internationaux » décidèrent à Londres, en juillet 1913, la formation d'une Principauté héréditaire, à la « neutralité » garantie par les puissances. Après des grignotages de territoires, dus aux Serbes, aux Monténégrins et aux Grecs, les frontières furent tracées. Restèrent seulement la moitié des Albanais dans le nouvel État. Selon la tradition du XIX^e siècle, « on fit appel » à un prince allemand d'une vieille maison de Rhénanie « ruinée » par les guerres napoléoniennes. C'est donc sur un navire austro-hongrois qu'en mars 1914 Wilhelm von Wied débarqua en Albanie, escorté d'unités françaises, italiennes et anglaises. Ignorant les réalités du pays, il s'entoura de grands féodaux, d'anciens fonctionnaires de la bureaucratie ottomane et d'« experts internationaux ». Mais le premier ministre lui-même, orthodoxe, provoqua le mouvement sécessionniste de « l'Épire du Nord », tandis que les musulmans de la région centrale se soulevaient aussi. Dans le sud, des bandes terrorisaient la population et provoquaient l'exode de villages entiers...

Lorsque le premier conflit mondial éclata, le roi proclama la neutralité et les « experts » quittèrent le pays. L'Autriche-Hongrie cessa alors de financer le budget de l'État. Dépourvu de crédit, le petit prince allemand se dessina un navire et rembarqua, le 3 septembre 1914. Il avait régné six mois. Lorsque le « Fils de l'aigle » se retourne, que voit-il ? Un navire sur le départ...

Franck Thiriot

IRLANDE

Choisir le bon combat

IL Y A PEU D'ESPOIR D'UN NOUVEAU CESSZ-LE-FEU de l'IRA, les escadrons de la mort loyalistes peuvent reprendre une campagne d'assassinats et de terreur. Nous pouvons revenir à une situation de morts sanglantes quotidiennes. Après que le gouvernement britannique eut fait des histoires durant le « processus de paix », après Drumcree, après les bombes, après Harryville, il y a une tendance au pessimisme dans les six comtés. Où allons-nous maintenant ?

Les bombes et les fusillades de l'IRA sont une épine au flanc des classes dirigeantes, une douleur déplaisante mais rien qui ne se révèle fatal. Aucun côté ne peut emporter une victoire militaire. Il n'y a aucun moyen qu'une petite guérilla armée puisse défaire la RUC (Royal Ulster Constabulary, police de l'Ulster), la RIR et l'Armée britannique. Les vingt-sept dernières années le prouvent amplement.

Les républicains ne voient la classe ouvrière que comme victime du système et non comme une population ayant la potentialité de le renverser. La bravoure ou la diplomatie de quelques-uns deviennent un substitut à l'action de masse. La campagne de l'IRA et les manœuvres de quelques politiciens deviennent centrales.

Quelques républicains semblent sincèrement surpris que le « processus de paix » ait échoué. Comment peut-on espérer quoi que ce soit de l'État britannique qui est responsable de Bloody Sunday, d'avoir brisé la grève des mineurs, d'avoir mis à bas le système de sécurité sociale ? Et qui est en ce moment même en train d'aider à détruire les boulons de quelques rares dockers qui restent encore à Liverpool ?

Comment peut-on espérer quoi que ce soit du gouvernement de Dublin qui veut que les travailleurs acceptent une augmentation de salaire de seulement 1 % au-dessus de l'inflation pour les trois prochaines années, alors que

l'économie crée d'énormes profits, qui veut réduire les salaires des nurses, qui veut donner aux évêques le droit de renvoyer les enseignants qui ne vont pas à l'église ?

Une fois encore, nous sommes censés nous aligner derrière nos patrons et dirigeants dans les blocs Orange et Vert. Et qu'est-ce que tout cela signifie pour nous ? La classe ouvrière est traînée dans des alliances avec des patrons qui ne paient même pas des salaires permettant une vie décente, avec des prêtres qui prêchent la supériorité et la bigoterie.

Le fait que nous prenions en considération ces problèmes qui ont des effets sur nous parce que nous faisons partie de la classe ouvrière ne signifie pas que nous ignorions la partition, le sectarisme et l'occupation de l'Armée britannique. Mais pourquoi devrions-nous nous battre pour une Irlande capitaliste unifiée, que ce soit comme un « pas dans la bonne direction » ou comme une fin en soi ? Joindre les six comtés aux trente-six autres n'apportera rien à la classe ouvrière, dans un État ou dans l'autre. Les travailleurs protestants n'auraient aucune attirance particulière pour cette solution, qui n'apporterait pas davantage pour les travailleurs catholiques un grand futur.

Nous n'avons aucun intérêt à rediviser la pauvreté sur une base plus « équitable ». La seule Irlande qui mérite qu'on se batte pour elle est une Irlande anarchiste : chaque travailleur trouvera à y gagner. Devons-nous nous unir avec toutes sortes de patrons nationalistes pour « libérer l'Irlande » ou devons-nous nous unir avec nos égaux, les travailleurs contre les fractions Orange et Verte, pour nous battre en faveur d'une Irlande dans laquelle nous voulons vivre et dans laquelle nous voulons voir nos enfants grandir ? Nous voyons dans une lutte commune pour une Irlande contrôlée par la classe ouvrière la solution à la partition, la destruction de l'exploitation et le rejet de la haine sectaire.

Workers solidarity - printemps 1997, n° 50

CINÉMA

Tales from the gimli hospital, Archangel

Les deux premiers films de Guy Maddin, tournés en 88 et 90, sortent le 12 mars. «...L'histoire du cinéma, c'est un peu comme un enfant qui aurait pu apprendre peut-être un petit peu autre chose. Un enfant qui naît et qui refuse absolument de dire les mots : papa maman, et on sent qu'il va faire autrement; qu'est-ce qu'on en fait? Il est déclaré anormal; le cinéma muet a été déclaré anormal par la littérature; [...] on l'a normalisé en le faisant parler...» Jean-Luc Godard

Guy Maddin créé un langage cinématographique qui «aurait appris à parler autrement». Renouant avec le muet des années 20, un muet dont le langage aurait continué à évoluer, par delà la rupture engendrée par l'irruption du son, il nous offre un cinéma d'avant garde qui explore les possibilités d'expression de la «musicalité cinématographique» de ce langage abandonné : un langage



qui portait en lui des potentiels d'expression surréalistes, oniriques et de recherche expérimentale, si l'on en juge par les films de Maddin. Le noir et blanc est travaillé, interprété, de manière à «distordre» l'image, jusqu'à l'obtention d'effets abstraits qui se détachent sur une trame traitée, souvent au second degré, dans le style des années 20. Cela signifie-t-il pour autant que les films de Guy Maddin sont «asonores»? Non, bruits, musique et parole (rare) sont les thèmes contrapunctiques d'une symphonie cinématographique, dans laquelle l'image a sa musicalité et sa fonction narrative propre.

Tales from the Gimli Hospital et *Archangel* sont des «comtes de fée»

surréalistes : les forces oniriques de l'inconscient exprimé dans les légendes, les distorsions de la perception, régissent un univers déjanté, dont la logique repose sur une mécanique de l'absurde et de la dérision ; la farce côtoie l'humour noir.

Dans *Tales from the Gimli Hospital*, Guy Maddin crée sa propre saga de Gimli, fondée sur les légendes et coutumes de ce village de pêcheurs Situé à 100 km de Winnipeg, ville natale de l'auteur, Gimli abrite une communauté islandaise immigrée en 1870, à laquelle appartenait la grand-mère de Maddin. A peine débarqués, les malheureuxurent affronter une peste bubonique. Transposé dans les années 20, cette épidémie est la toile de fond d'un huis clos qui se déroule dans une chambre d'hôpital : deux hommes, oscillant entre fièvre, délire onirique et souffrance s'échappent par la narration de contes étranges et fantasmatiques

qui se croisent et se rejoignent dans l'histoire de la belle Sjnofridur. Mais bientôt naissent la rivalité, et la jalousie, qui culmine dans un combat sans vainqueur de glima, une variante du sumo, d'une rare violence.

Archangel, tragédie de la grande guerre, repose sur un fait réel : des soldats spéciaux alliés assez âgés, souvent estropiés, furent envoyés à Arkangels pour protéger un stock d'armes. Ces hommes se trouverent alors combattre leurs anciens alliés, les russes devenus bolcheviques. Le film est fondé sur la logique du rêve : son thème principal est l'amnésie, le «manque» de mémoire. Maddin a d'ailleurs utilisé, en accord avec les acteurs, l'hyp-

LECTURE

L'homme de métal

L'auteur de l'inoubliable *Guillotine du sexe*, multirécidiviste de la plume au vitriol, vient de commettre le dernier en date de sa maintenant longue série de forfaits éditoriaux subversifs : un roman largement inspiré de sa tumultueuse biographie. Après douze interminables années comme prisonnier de droit commun entre les quatre murs de cette «machine à fabriquer les délinquants» qu'est la prison, Jacques Lesage de La Haye nous montre comment son héros miroir, Gérald, peu à peu et de façon insidieuse tout au long de sa détention où «le désespoir des uns se dispute à la haine des autres», s'est transformé en «homme de métal».

Le roman commence lorsque la porte se referme derrière lui sur un claquement sec : il est libre, «c'est le printemps, l'espoir et la réalisation dérisoire d'un rêve masqué par la haine».

Jeté sur le trottoir avec pour tout viatique une sexualité aux abois, l'homme dépossédé de son humanité va passer d'une prison à l'autre, ouverte aux quatre vents de la frustration. «La gorge nouée, les poings serrés dans les poches, le corps tendu, la poitrine gonflée à exploser. Il sent remonter la haine : Des tonnes de colère. De la dynamite...» Ses premières semaines de liberté restent imprégnées du rythme de la taule, les nuits surtout, courtes et agitées. Il se réveille en sursaut, en sueur, avec l'impression d'avoir plongé seulement deux ou trois minutes : «C'est la ronde. Le surveillant passe sans faire de bruit, il va soulever l'œilleton. Mais non, où suis-je? La lumière ne jaillit pas du plafond. Il n'y a pas de barreaux à la fenêtre. La porte n'est pas le mirador! C'est l'éclairage de la rue. Je suis libre! Je peux sortir. Il est cinq heures. Il faut que je dorme.» Assommé, les nerfs à vif, épuisé, fou furieux, laminé par l'amertume et chargé comme un boulet de canon, il va falloir se réinsérer.

frustration, insertion, frustration...

Commence alors la galère de l'ex-détenu d'une ANPE à un comité post-pénal, un jeu de ping-pong inhumain d'un bureau à l'autre! Et il faudra garder le sourire, surtout son sang-froid, même dans le métro. Assis dans un wagon, il examine discrètement les personnes autour de lui. Et de nouveau, c'est le choc au ventre. La douleur! Une flèche aigüe lui vrille le corps et le déchire de la tête aux pieds : «Je n'en peux plus. Je ne vais pas passer mon temps à souffrir comme ça, dès que je vois une nana. Est-ce que les autres mecs ça leur fait comme à moi? Une poitrine qui pointe agressivement et le jeans serré dessine sans équivoque le ventre, l'aine, le sexe et le cuisses bien galbées. On voit même la forme des lèvres. Pourquoi? Pourquoi font-elles ça? Elle ne semble pas se douter de la tempête qu'elle a déclenchée.»

Lorsqu'il descend, quelques stations plus loin, c'est le vide immense. Le désespoir sournois éclate, plonge et s'abat sur Gérald, qui reste prostré sur son siège. Le regard fixe, il repense aux quatre murs. Le désert, l'attente, les photos de

femme à poil. Le fantôme. Ses premières relations sexuelles seront douloureuses. Le désir le tenaille rapidement, mais il augmente les douleurs dans le bas-ventre. «L'érection ne s'effectue pas bien. Quand elle se réalise, tout retombe au moment de la pénétration. Non seulement je suis resté sans faire l'amour pendant douze ans, mais en plus, je suis impuissant. Je ne rattraperai pas le temps perdu. Ils m'ont détruit. Je n'ai plus qu'à crever.»

Un homme sans sexe n'est pas un homme. C'est un mort-vivant. Ceux qui l'ont tué sont des ordures et ceux qui le jugent leurs complices. Je suis allé tellement loin, au-delà du désespoir, que je ne peux plus revenir. Je ne crois à rien. Ni en personne. Je n'éprouve aucun sentiment. Je suis indifférent. La bruloque a cessé de battrre. Je veux troncher comme une bête. Surtout pas aimer...»

«Ils seraient trop contents les enfoirés... Un robot aussi dur que la serrure et le verrou. Froid comme un barreau d'acier. Vous ne m'aurez pas bande d'enculés! Vous avez fabriqué votre propre caricature. Je suis un homme de métal.» Celui qui revient de loin se bat alors comme un sauvage contre lui-même, contre cette immobilité, cette indifférence à l'autre, surtout lorsqu'elle est femme, au gré des rencontres amoureuses : «Pourquoi faut-il qu'elle m'aime? Ça veut dire quoi "je t'aime"? L'amour est une prison, qui enferme celui qui n'a jamais été libre et ne connaît pas la liberté. L'amour est mort lorsque le désir tue.» Gérald avance alors dans la vie tel un char blindé qui ne craint plus les coups ni les caresses plus redoutables encore...

La « sortie »

Mais cet homme énergique et intelligent puisera progressivement en lui la force en suivant une psychothérapie reichienne. D'origine populaire, il a pourtant réussi à passer brillamment en prison et par correspondance une thèse de doctorat en sociologie. Mais on n'embauche pas aussi facilement un ex-taulard... C'est donc d'une plume alerte au service d'une langue riche que Lesage de La Haye nous ouvre le monde intérieur de son personnage, nous prête ses yeux et ses oreilles, sa carapace est nôtre - elle est épaisse -, sa douleur intense nous envahit, puis progressivement se fait plus légère lorsque la psychothérapie se développe. C'est la découverte éclairante d'un parcours humain - profondément humain - à la fois unique et exemplaire dont je vous laisse les multiples surprises. Rarement un texte aura aussi intimement fait ressentir au lecteur les effets destructeurs de l'univers carcéral sur un être humain, même longtemps après la « sortie ». De cette véritable rencontre vous non plus ne sortirez pas... indemnes.

Franck Thiriot

L'homme de métal, 98 F. En vente à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

à la petite semaine

Lénine à la voirie!

Idole empaillée exposée depuis des lustres au regard voyeur des foules en son mausolée de la place Rouge, le grand Lénine se décompose.

Malgré son bain chimique annuel, en effet, le cadavre glorieux, qu'on croyait longue conservation, semble devoir atteindre bientôt la date de péremption au-delà de laquelle ce produit de consommation idolâtre ne sera plus présentable.

Le problème, on s'en doute, embarrasse grandement les autorités de là-bas, soucieuses, comme toute autorité, de bonne tenue apparente mais aussi d'ordre, et qui se souviennent qu'à la base du soulèvement des marins du *Potemkine*, prélude à de grandes perturbations locales, figurait déjà une affaire de viande avariée.

Ne pouvant donc proposer indéfiniment à des visiteurs exigeants une camelote bientôt faisandée, la question se pose du devenir de cette illustre dépouille, en des termes que n'aurait pas reniés le père du léninisme : que faire?

Une solution nous vient à l'esprit : qu'on jette l'assassin de Kronstadt et de la makhnovtchina dans les poubelles de Moscou, qui sont un peu celles de l'histoire où, précisément, finit de pourrir une théorie politique en décomposition que le fondateur de la Tchéka s'est ingénié à mettre en pratique pour en faire l'une des plus abominables impostures de tous les temps.

Lénine à la voirie!

Floréal

abonnez-vous! • abonnez-

TELE DE QUAT'SOUS

Entretien avec Gérard Courant

AU FESTIVAL DES FILMS CHIANTS qui se déroule à la Picothèque du 25 mars au 3 avril à partir de 20 h 30 vous pourrez voir ou revoir le 3 avril *Les aventures d'Eddie Turley* de Gérard Courant.

Entièrement réalisée en images fixes, cette « science fiction poétique » fut tournée en décors naturels. L'auteur du « film le plus long du monde », le cinématon (120 heures de portraits de 3 minutes en plans fixes), recompose le mouvement à partir de photographies : il crée un univers fantomatique en noir et blanc, *Modernity* la totalitaire, où évoluent des silhouettes échappées du roman noir américain.



Le cinéma indépendant était au sommet de la vague, à Cannes cinéma en France s'appelaient Perspective, *Les aventures d'Eddie Turley* était sélectionné...

« Le distributeur, Manuel Poirier m'a dit, tu es passé à la limite, un an après c'était trop tard. Le film n'est d'ailleurs sorti que deux ans après Cannes, en 1989. Il n'a pas obtenu l'avance sur recettes, ni l'avance après fin de film.

J'ai eu la chance d'arriver à Paris à la fin des années 70, alors que le cinéma indépendant était présent sur les écrans. Depuis la fin des années 80, c'est la lente dégringolade, qui touche aussi bien les arts plastiques, la musique ou le théâtre.

L'heure est à la rentabilité à court terme. Même la cinémathèque est touchée.

J'ai mis 4 ans à réaliser *Les aventures d'Eddie Turley*. J'ai tourné pendant un an en super 8, à Paris, Berlin, New York, que je mélange souvent dans une même séquence, mais il n'y a aucun décor. Je voulais créer un film de science fiction à partir d'éléments réels : c'est une réalité recomposée. Ensuite, j'ai choisi des photographes du film super 8 dont j'ai tiré 7000 photos, deux ans de travail. J'en ai gardé 2400 que j'ai retranscrites au banc titre, en 35 mm (6 mois), puis j'ai monté : 6 mois également. C'est un pari : je voulais démontrer que l'on pouvait faire naître le mouvement avec des images fixes. Le cinéma, n'est pas mouvement, c'est l'illusion du mouvement : 24 images fixes par seconde.

J'ai toujours eu un rapport avec la photographie, bien que je ne sois pas photographe. Avant les aventures d'Eddie Turley, j'avais réalisé, entre autre, un long métrage à un seul personnage, comme un photographe avec son modèle, sans parler du cinématon...

Je voulais faire un film de 24 heures, j'ai dépassé mon objectif. Je voulais confectionner une mémoire des gens dans le milieu artistique, après ça s'est étendu, mais au début, c'était des amis du cinéma indépendant. Je voulais garder une trame de ces gens là : c'était des inconnus. Je

pensais, peut-être redécouvrira-t-on leur oeuvre dans des décennies. Il restera un fragment de vie de trois minutes et demi.

Le premier cinématon ? J'ai filmé la concierge de mon immeuble, rue de l'ouest. Au rez de chaussée, nous avions une association, une coopérative de cinéastes. Les voisins se plaignaient du bruit. Elle prenait toujours notre défense, nous gardait les copies de films. C'était une dame de 75 ans, elle n'avait jamais été filmée, elle n'était jamais sortie du 14^e à Paris.

Depuis 5 ans, je monte mes carnets filmés : des repérages, des fragments de vie, des essais, des films inachevés, bref, un journal filmé que j'ai commencé à la fin des années 70, que je n'avais jamais monté jusqu'alors.

Le cinéma indépendant est au creux de la vague, mais je ne suis pas « négativiste ». Il faut continuer à faire des films et à maintenir le cap. Un artiste ne doit pas baisser les bras à cause des contingences économiques ou politiques. On peut toujours dégringoler d'un format, du 35 au 16, du 16 au super 8, du super 8 à la vidéo, j'ai tourné sur tous les supports. Il suffit de se procurer un projecteur, de projeter des films et de faire venir des gens. C'est trop facile de dire : c'est plus dur qu'avant et de ne rien faire. C'est au contraire quand c'est difficile qu'il faut se battre. *Le festival des films chiants*,

c'est très bien, mais il ne faut pas que Pierre Merejkowski, l'organisateur, soit le seul : il faut que cela donne des idées, que se créent d'autres îlots de résistance.»

Michèle Rollin

Rendez vous avec Gérard Courant :
le 23 mai à Châteauroux, à l'auditorium de la médiathèque, à 20 h 30 : *Chambéry les arcs, vélographie*
du 16 au 20 mai au festival d'Argelès sur Mer (rétrospective)
fin juin au festival de Hambourg et au festival de super 8 de Censier
et à Paris à la Picothèque 3 rue Ferdinand Duval métro saint Paul au festival des films chiants dont voici le programme (à partir de 20 h 30) :
1^{er} avril : *l'effet transsibérien* de Xavier Villetard et *Ouvrir partir* de François Rosalato

Le 2 *La petite guerre* de P Merejkowski et *Histoire de N.* (comme Nerval) de Michèle Rollin, Elle et la pluie de Sahele Mesdagh

Le 3 *Les aventures d'Eddie Turley* de Gérard Courant et *Le moulin de l'Avent* (journal de N.) de Michèle Rollin
Peyot se met au diapason et organise au Couvent 69, rue Broca Paris 13^e le 27 mars à partir de 20 h 30 une soirée *Prise de tête* avec *La petite guerre* (version montée et bout à bout) de P. Merejkowski

Autres rendez vous

28 mars images pas sages à Châteauroux : Pip Chodorov (expérimental)
28 mars au soir Tévê Troqué au bar des CEMEA 76 bvd de la Villette Paris 19 accueille Belleville milieu du monde.

LECTURE

« Tout est relatif. – Peut-être. »

Les amants de la sagesse et de la liberté ont souvent insisté sur la nécessité d'un relativisme philosophique. Montaigne, Sade, Stirner et d'autres – passés, contemporains ou à venir – partagent le refus de laisser leur jugement se figer dans l'usage, le prêt-à-penser (1) – souvent résumé en un prêt-à-dire. La démarche consistant à ne pas considérer comme universelles les valeurs d'un lieu ou d'une époque n'est pas exempte de danger et le risque est grand de sombrer dans un solipsisme ou dans la boucle réflexive et aliénante des relativités relatives d'où ne sort aucun outil... Ce qui signe un échec si l'on veut bien considérer que les théories philosophiques ne valent que par les pratiques qu'elle induisent. Je dirai même que seule l'action induite par une *sophia* est susceptible de nous éviter les erreurs qu'engendre la *doxa* : dogmatisme et réactionnariat.

Sur ce thème, les Ateliers de création libertaire (ACL) nous proposent une collection d'essais réunis en un petit livre à cinquante francs, disponible bien sûr à la librairie du *Monde libertaire*, et dont le titre pose plus de questions que le livre n'apporte de réponses : « Tout est relatif – Peut-être. »

Fidèles à leur exigence de rigueur et d'honnêteté, les ACL ne prétendent point épuiser le sujet des valeurs, des normes, mais nous offrent une académie de points de vue – pas nécessairement conciliables – depuis les très fines analyses d'Eduardo Colombo et de Tomás Ibañez jusqu'aux plus généralistes et prosaïques applications du relativisme d'Elisabetta Donini, Emanuele Amodio et Verena Stolcke, en passant par le très polémique a priori de John Clark qui s'obstine à vouloir servir de caisse de résonance aux idées de Joel Kovel (2). Ce livre est un peu comme la légendaire auberge espagnole, ce qui en

soi justifie sa lecture. Si l'on ajoute qu'à aucun moment il ne prétend clore le débat et mettre un terme à la réflexion, on est bien prêt de dire qu'il est indispensable dans la bibliothèque – mieux encore, sous la plume *annotatoire* – du militant libertaire, que celui-ci se définit ou non comme anarchiste. A une époque où les livres coûtent si cher et ne méritent que rarement d'être ouverts plus d'une fois, cette publication est de celles qui réconcilient les plus déçus avec le plaisir de la lecture et de la réflexion.

Le simple fait de rédiger cet article me donnant l'envie de me plonger une troisième fois dans cet ouvrage, je vous quitte en vous conseillant à nouveau son acquisition.

Alain L'Huissier
(EA - Groupe de la Villette)

(1) On ne saurait impunément négliger l'avertissement de Pline « Usus efficacissimus rerum omnium magister » (L'usage est le plus puissant maître en tout) que nous rappelle Montaigne dans le chapitre le plus « libertaire » de ses *Essais* (Livre premier, chapitre 23). La puissante image de la femme au veau mériterait – plus que les cannibales de Rousseau – de figurer dans les manuels des cours élémentaires.

(2) La contribution de John Clark, « au-delà de l'universalisme et du relativisme : vers une théorie naturaliste dialectique de la valeur », dont le lecteur aura deviné que je ne partage pas les conclusions, présente toutefois le mérite de faire un état des lieux objectif des interrogations contemporaines autour de la notion de *valeur*.

Zèle et/ou xénophobie...

Un billet d'humeur signé l'Atèle paru dans le *Monde libertaire* du 20 juin 1996 nous vaut les poursuites du ministère de l'Intérieur. Des policiers y étaient qualifiés de « parents douteux »... Nous allons vous livrer jusqu'au jour du procès, des informations, des faits concernant les nombreuses bavures pour lesquelles il n'est pas question d'émettre de doute...

« Quand la police passe à l'action » titrait le *Canard enchaîné* du 9 octobre 1996. Que peut-on y lire, quand il s'agit de la politique corse ? Peut-être de la lutte « antiterroriste » chère au ministre de l'Intérieur...

Que nenni ! Le 29 septembre 1996, dans le quartier du vieux marché à Bastia, un quadrillage efficace permettant à quelques dizaines de policiers en armes de contrôler une centaine d'individus.

« Précisons : tous étaient des immigrés, des Marocains pour la plupart... » Une quarantaine d'individus interpellés, mais « la police n'a trouvé à leur domicile ni armes ni drogue, ce qui était pourtant le but officiel de l'opération ».

Parmi les interpellés, neuf n'étaient pas en situation régulière et ont été déferés en correctionnelle.

Une de ces neuf personnes a été condamnée à deux mois de prison, trois mois d'interdiction de séjour et expulsé. En Corse, la « force doit rester à la loi » déclarait le premier ministre. A la loi de la jungle... probablement !

Les policiers ont très certainement retenu une des leçons « pas-quaiennes » relatives au terrorisme corse : quand ils s'attaquent à l'emblème « nationaliste » qui figure sur le drapeau de l'île, c'est le Maure qu'ils y traquent !

Courageux fonctionnaires qui, faute de « terroriser les terroristes », mènent des « opérations humiliantes et malsaines » comme le déclarait l'association antiraciste corse Ava Basta. Nous ajouterons, pour notre part, une opération à connotation « légèrement raciale »...

La bave des crapauds (Iciens) atteindra-t-elle toujours les blanches colombes ?

A la semaine prochaine pour de nouvelles « bavures » sur le continent...

Le fouineur

Chronique des bas-fonds

RADIO LIBERTAIRE • 89.4 MHZ

samedi 29 mars à 11 h 30 :

Chroniques syndicales évoquera l'exposition « Face à l'histoire » actuellement au centre Pompidou avec des artistes et des créateurs.

dimanche 30 mars à 24 heures :

Harmonie du monde rendra hommage au compositeur noir américain William Grant Still.

MARSEILLE

Entretien avec Richard Martin

Après les violences policières du mardi 11 mars 1997 à Marseille, le *Monde libertaire* a rencontré Richard Martin, qui est un des inculpés, le plus connu mais aussi celui qu'on essaie de charger le plus.

M.L. : Richard, quel est ton point de vue sur la montée du fascisme en France ?

R.M. : Nous devons nous interroger sur l'efficacité de nos politiques, notamment les politiques de gauche qui ont loupé et doivent endosser une part de cette responsabilité.

M.L. : Nous sommes dans une région particulièrement sensible aux thèses de l'extrême droite, quelles en sont les raisons ?

R.M. : Les raisons sont multiples, l'histoire des migrations n'a pas été assez expliquée. Toutes les dernières immigrations ont été faites sans cadre de cohérence. Le peuple est déstabilisé, même si sur ces terres du Sud les idées humanistes et l'humanisme de gauche existent toujours. Le discours politique est démagogique, aucun discours n'est cohérent chacun flatter son électoralat et d'élection en élection, nous basculons vers les propositions de l'extrême droite car il dénonce un certain nombre d'habitudes et de dérives prévisibles. Mais nous aurions pu, avec un minimum d'analyse fine, démontrer les arguments du FN.

M.L. : Penses-tu que la désaffection des théâtres, donc de la culture des citoyens, aient une

conséquence sur son niveau de conscience ?

R.M. : Il est dommage que les théâtres soient moins fréquentés, certes il y a la crise mais aussi le repli sur soi, mais aussi toute la démagogie autour de la sécurité qui fait le jeu du Front national. Ainsi la marche se fait par le bas. Les occasions d'échanger, de dialoguer sont de plus en plus rares et la pensée s'amoindrit. La peur montre son nez et l'on se réfugie derrière des hommes.

M.L. : Revenons à l'actualité marseillaise, un des principes de l'État est de défendre coûte que coûte sa légitimité. Tu as été une des victimes. As-tu été surpris par cette violence ?

R.M. : Moi, j'ai été surpris par le piège, la fabrication d'une actualité violente afin de manipuler l'opinion publique. Je pense que l'État représente encore une autorité avec autant de volonté que l'extrême droite. Tout ça ne fait qu'emmener de l'eau au moulin de Le Pen, car au lieu d'expliquer la situation, on essaie de séduire son électoralat. Il y a souvent des violences dans les manifestations; jamais elles ne m'ont parues fabriquées. Cette fois, c'était une immense comédie, afin de rassurer le bon peuple et lui indiquer qu'il est en sécurité.

M.L. : Tu es inculpé avec douze jeunes, comment peut et va s'organiser la lutte autour de vous afin que les procès n'aient pas lieu ?

R.M. : En ce qui me concerne, je dois démontrer la machination, si effectivement j'ai soulevé un policier qui n'était pas identifié en train de frapper un jeune homme par terre, un bateau extraordinaire m'a été mis sur le dos. On m'accuse de complicité de vol, car mon action aurait permis au jeune de voler une chaîne en or à un policier. De plus un policier m'accuse de l'avoir frappé avec un bâton, ce qui est faux. Il est indispensable de réunir un maximum de témoignages des nombreux blessés de la manifestation qui ne sont absolument pas reconnus dans les communiqués de la préfecture. Tous ceux qui ont eu des problèmes de santé suite à la manifestation doivent porter plainte. Quoi faire d'autre ? Il nous appartient aussi de construire un projet qui nous conviendrait plutôt que de passer notre temps à démonter les arguments simplistes de l'extrême droite. Parallèlement nous devons créer des écoles de citoyen afin de faire renaître l'utopie et quelques rêveries pour construire un projet qui permettrait aux hommes de s'épanouir. Avec cette nécessité impérieuse de se mettre au travail.

Propos recueillis par André Robèr

Vous pouvez adresser votre soutien à Richard Martin en écrivant au Comité de soutien à Richard Martin, Théâtre Toursky, 16, promenade Léo-Ferré, 13003 Marseille.

EVREUX

Paroles et musique pour Frédéric

LE MONDE LIBERTAIRE DANS son édition du 13 février (n°1071) a déjà tenu ses lecteurs informés de la situation de Frédéric Nzau Nsumbu et sur la lutte que mène actuellement le collectif de

soutien réuni à Evreux pour obtenir sa régularisation. Rappelons en quelques lignes que Frédéric Nzau Nsumbu est zaïrois, qu'il rejoint en 1989 sa famille encore vivante, en France. Au Zaïre, le reste de sa famille a été décimée après la

prise du pouvoir par Mobutu. Il demande, en vain, le statut de réfugié politique.

Un jour de septembre 1996, sa vie bascule. Une place lui est réservée dans un charter de Debré, destination : le Zaïre. Il refuse de suivre les policiers venus l'appréhender. Il est traité avec violence et se retrouve à l'hôpital.

Aujourd'hui, six mois après, il souffre encore des traitements des policiers et ne se déplace qu'avec un déambulateur... Son moral est aussi gravement atteint. Depuis un mois et demi, des délégations se succèdent chaque jeudi à 17 heures à la préfecture de l'Eure pour rencontrer le préfet, lui demander la régularisation de Frédéric et lui remettre en main propre les quelque 2 000 signatures recueillies par la pétition en sa faveur sans succès.

Avant d'envisager de nouvelles actions, le collectif de soutien organise le jeudi 3 avril, de 18 heures à 23 heures, à L'Abordage - MJC d'Evreux - une soirée intitulée « Paroles et musique pour Frédéric ». Au programme, deux débats ponctués par des intermèdes musicaux de la chorale zaïroise d'Evreux. Premier débat : la situation particulière de Frédéric; second débat : la lutte des sans-papiers en général. La restauration sur place sera assurée par des cuisiniers africains. A partir de 22 heures, clôture de la soirée avec un concert d'un groupe rock : les Black Maria. L'entrée sera laissée à l'appréciation du public. Notons que les techniciens de l'Abordage, intermittents du spectacle, assureront la régie bénévolement montrant par là que « Tous ensemble » n'est pas qu'un slogan.

Bruno. - groupe d'Evreux

Si j'étais facho...

Bon, l'effort d'imagination n'est peut-être pas inutile... Alors si j'étais facho, je crois que je serais bien content, en ce moment. La démocratie en a pris un bon coup dans la gueule... Je me dirais même qu'elle a carrément perdu la face! Plus on avance, plus elle recule, c'est tout. Si c'est pas une victoire ça!

On prend des municipalités, les démocrates croient que c'est un « vote de protestation »... alors que c'est la xénophobie qui mène les électeurs vers les urnes... Et Mégret maire de Vitrolles, ça c'est fort! « Inélégible » et élu... et personne ne moufte! Déjà avec la sortie de Le Pen sur l'inégalité des races on avait bien vu qu'on pouvait rentrer tranquillement dans l'illégalité. Le nombre de démocrates pour dire que Le Pen ne pouvait pas être poursuivi en justice... ça prouve bien qu'on est les plus forts. Voilà ce que je me dirais, je crois...

Mais alors je me dirais aussi qu'on peut toujours continuer, puisque c'est comme ça. D'ailleurs, c'est ce qu'on fait... On a obtenu en justice le droit de vendre des insignes nazis alors que jusqu'à présent c'était interdit. Pas mal, non? On a des collègues un peu partout maintenant: dans la police, dans la justice, dans l'éducation... un peu partout on a du pouvoir, et de plus en plus, et personne pour nous en empêcher puisqu'ils attendent les élections pour ça! Alors ça c'est trop drôle... Alors que le pouvoir on le prend tout le temps, partout où on peut, sans attendre les élections. Voilà ce que je me dirais, je crois... Les anars? Je dirais que bien sûr ils sont contre nous, bien sûr ils ne croient pas aux élections ce qui prouve qu'ils ont compris quelque chose... Mais, d'après mes renseignements, il y en qui croient que la période leur est favorable... Alors je trouverais ça drôle.

L'Atèle

Paris, le 22 mars 1997

Site: <http://www.geocities.com/Paris/7645>

A G E N D A

jeudi 27 mars

EVREUX : La délégation de la Fédération anarchiste se rendra à 17 heures à la préfecture afin d'exiger des papiers pour Frédéric Nzau Nsumbu (cf ML n° 1071). Vous êtes les bienvenus.

LILLE : Réunion à 20 h 30 à la Bourse du travail (salle Delong) des militants CNT qui sont investis dans la préparation des États généraux du mouvement social qui auront lieu à Lille les 30 avril et 1^{er} mai.

MONTPELLIER : Le groupe de la Fédération anarchiste organise une causerie sur le thème « Des femmes et des hommes » à l'Antre Anar, 5, rue Jeanne d'Arc, à 20 h 30.

NÎMES : Le groupe du Gard de la Fédération anarchiste et le réseau No pasaran organisent une réunion publique au centre culturel Pablo Neruda, salle de lecture (2^e étage). Le thème sera : que faire contre le fascisme? Entrée libre.

VANNES : Le groupe libertaire René Lochu organise une réunion-débat au Palais des Arts à 20 h 30 sur le thème « Autogestion : un réveil social ».

vendredi 28 mars

CHELLES : Le groupe Sacco et Vanzetti de la Fédération anarchiste organise une réunion-débat ayant pour thème « Mai 37 : révolution et contre-révolution en Espagne » à 20 h 30 au 1 bis, rue Emilie, en présence de Aimé Marseillan.

NANTES : Le Collectif nantais pour l'objection de conscience (CNOC) organise un débat à 20 h 30 au Local, 16, rue Sanlecque. De la situation des objecteurs sans poste aux « Rendez-vous citoyen » en passant par les procès des réfractaires... Vers un nouvel antimilitarisme?

samedi 29 mars

STRASBOURG : La Fédération anarchiste sera présente à 15 heures place de l'Étoile dans la manifestation européenne pour les libertés, pour l'égalité, pour la fraternité et les solidarités, contre le Front national et les politiques racistes (le congrès national du FN à lieu ce week-end à Strasbourg).

NANTES : Le Collectif nantais pour l'objection de conscience (CNOC), après avoir discuté (le 28) vous propose une fête contre l'armée (pas sur des rythmes militaires...), toujours au Local, 16, rue Sanlecque, à 20 h 30.

PARIS : La librairie du *Monde libertaire* - 145, rue Amelot - organise successivement deux forums : à 14 h 30 avec des militantes du GAMS (Groupe femmes pour l'abolition des mutilations sexuelles et autres pratiques traditionnelles affectant la santé des femmes et des enfants) ; à 17 heures avec Jacques Vallet auteur de « L'amour tarde à Dijon » et Jean-Bernard Pouy, fondateur du Poulep (à écouter également sur Radio libertaire ce même jour à 10 heures).

RENNES : Débat sur les expériences alternatives et l'autogestion avec Mimmo, à propos du livre « Rêve au quotidien » à 20 h 30 au Local anarchiste rennais, 9, rue Malakoff.

dimanche 30 mars

PARIS : Projection d'un documentaire « La Commune de Paris de 1871 » + chants de l'époque + débat à 15 heures au 33, rue des Vignoles, le tout organisé par l'émission de Radio libertaire « Les partageux de la Commune ».

jeudi 3 avril

MONTPELLIER : Le groupe de la Fédération anarchiste organise une causerie sur le thème « Anarchisme et écologie » à l'Antre Anar, 5, rue Jeanne d'Arc, à 20 h 30.

PALAISEAU (91) : Le syndicat CNT éducation vous propose une rencontre-débat avec des élèves et des profs du Lycée autogéré de Paris à 20 h 30 salle municipale des Champs Fryteaux, avenue du 8 mai (face à la poste).

vendredi 4 avril

SAINT-OUEN : Projections au local associatif du 31 rue Farcot (M^e Garibaldi) : *Wonder* (la reprise du travail aux usines Wonder - 1968) ; *Paroles de grèves* (1996)... Débat, bouffe... Entrée à partir de 0 franc.

lundi 7 avril

AVIGNON : Projection de documentaires de Chris Marker et du groupe Medvedkine organisée par la CNT et Ciné forum 84 : *Rhodia 4/8*, *Lip 73*, *A bientôt l'espère*, *Week-end à Sochaux*. Amphithéâtre de la faculté des lettres, 5, rue Violette à 20 h 30.

mercredi 9 avril

NÎMES : Le groupe du Gard de la FA organise une réunion publique au centre culturel Pablo Neruda, salle de lecture (2^e étage). Le thème sera : pourquoi être antinucélaire aujourd'hui? Entrée libre.